

**COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE
DE LA RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE**

F. 94 — 947

[C — 31132]

**17 MARS 1994. — Décret de la Commission communautaire française
relatif à l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées**

Le Collège de la Commission communautaire française,

- Vu les articles 138 et 178 de la Constitution;
- Vu la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises, modifiée par la loi spéciale du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'Etat;
- Vu le décret (II) de la Communauté française du 19 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française, notamment l'article 3, 7°;
- Vu le décret (II) de la Région wallonne du 22 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française, notamment l'article 3, 7°;
- Vu le décret (III) de la Commission communautaire française du 22 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française, notamment l'article 3, 7°;
- Vu le protocole de négociation du Comité particulier de négociation du 20 décembre 1993;
- Vu le règlement de la Commission communautaire française du 30 avril 1991 portant création d'un Conseil consultatif bruxellois francophone de l'Aide aux personnes et de la Santé;
- Vu l'avis rendu par le Conseil consultatif bruxellois francophone de l'Aide aux personnes et de la Santé;
- Vu l'avis du Conseil d'Etat;
- Sur la proposition du Membre du Collège chargé de l'Aide aux personnes,

Arrête :

Le Membre du Collège ayant l'Aide aux personnes dans ses attributions est chargé de présenter à l'Assemblée de la Commission communautaire française, au nom du Collège de la Commission communautaire française qui en a délibéré, le projet de décret dont la teneur suit :

Article 1^{er}. Le présent décret règle une matière visée aux articles 115, 116, 121, 127, 128, 129, 131, 132, 135, 137, 141 et 175 de la Constitution, en vertu des articles 138 et 178 de la Constitution.

CHAPITRE I^{er}. — Des bénéficiaires

Art. 2. Le présent décret s'applique aux personnes handicapées n'ayant pas atteint l'âge de 65 ans accomplis au moment où elles introduisent une demande en vue de bénéficier des avantages prévus par le présent décret.

Art. 3. Est considérée comme personne handicapée, toute personne présentant une limitation importante des possibilités d'intégration sociale et/ou professionnelle, due à une insuffisance ou à une diminution de la capacité physique et/ou de la capacité mentale.

Le degré de la déficience à prendre en considération est déterminé sur base d'une évaluation pluridisciplinaire.

Cette évaluation peut se fonder sur des données d'examen pluridisciplinaires qui auraient déjà été rassemblées en vue d'obtenir le bénéfice d'autres dispositions nationales ou communautaires en faveur des personnes handicapées.

Le degré de la déficience constatée peut faire l'objet d'une réévaluation.

Art. 4. Le Collège définit les organes du Fonds visés à l'article 5 habilités à statuer sur la demande visée à l'article 2, ainsi que la procédure et les modalités d'introduction et d'examen de cette demande.

Il peut fixer les critères et les modalités de l'évaluation pluridisciplinaire.

**CHAPITRE II. — Du Fonds bruxellois francophone
pour l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées**

Art. 5. Il est créé un organisme d'intérêt public intitulé « Fonds bruxellois francophone pour l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées », ci-après dénommé « Le Fonds ».

Le Fonds est doté de la personnalité juridique.

Le Fonds est classé parmi les organismes de la catégorie A au sens de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public.

La mention de sa dénomination est ajoutée à sa place dans l'ordre alphabétique, à la liste des organismes énumérés à l'article 1^{er}, A, de la loi susmentionnée.

Art. 6. Le Fonds est chargé des missions suivantes :

1° de veiller à l'établissement d'un processus global d'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées et de veiller à ce que leurs proches ou, à défaut, les institutions et services qui s'occupent des personnes handicapées, puissent les assister dans l'exercice dudit processus;

2° d'assurer la promotion de l'information des personnes handicapées, notamment en réunissant et en diffusant toute documentation utile à cet effet;

3° d'agréer des centres ou services de réadaptation fonctionnelle pour autant qu'il s'agisse de centres extra-hospitaliers ou dont la gestion est distincte d'une institution hospitalière et d'accorder des subventions pour leur création, leur aménagement, leur agrandissement, leur équipement ainsi que pour leur fonctionnement;

4° de conseiller les personnes handicapées, leurs proches ou les institutions et services qui s'occupent des personnes handicapées en vue de favoriser leur intégration dans l'enseignement, leur formation, leur réadaptation et leur rééducation professionnelles et de veiller à ce que les personnes handicapées concernées par celles-ci, bénéficient, si nécessaire d'une orientation professionnelle spécialisée;

5° de promouvoir, en collaboration avec l'Institut bruxellois francophone pour la formation professionnelle et l'ORBEM, l'orientation, la formation, la réadaptation et la rééducation professionnelles des personnes handicapées par :

a) soit l'agrément de services d'orientation professionnelle spécialisée et l'octroi de subventions pour leur création, leur agrandissement, leur aménagement, leur équipement ainsi que leur fonctionnement;

soit la création et la gestion de tels services;

b) soit l'agrément de centres de formation ou de réadaptation professionnelle pour handicapés et l'octroi de subventions pour leur création, leur agrandissement, leur aménagement, leur équipement ainsi que pour leur fonctionnement;

soit par la création et la gestion de tels centres en collaboration avec l'Institut bruxellois francophone pour la Formation professionnelle;

6° d'intégrer les personnes handicapées dans les structures de formation, de réadaptation ou de rééducation professionnelles les plus appropriées;

7° d'octroyer, pendant toute la durée de leur formation des indemnités aux personnes handicapées qui ont satisfait à l'obligation scolaire;

8° de supporter, compte tenu des interventions accordées en vertu d'autres dispositions légales ou réglementaires, tout ou partie des charges résultant du déplacement ou du séjour des personnes handicapées au lieu de leur formation, réadaptation ou rééducation professionnelles et éventuellement au lieu de leur éducation scolaire lorsque celle-ci se déroule en enseignement ordinaire;

9° d'assurer aux personnes handicapées toute aide nécessaire avant, pendant et après la formation, la réadaptation ou la rééducation professionnelles;

10° de promouvoir la mise au travail des personnes handicapées dans un emploi adéquat conformément aux dispositions du chapitre III du présent décret et d'en assurer l'accompagnement;

11° d'accorder des interventions aux employeurs qui occupent des personnes handicapées admises au bénéfice du présent décret; les indemnités payées en application de l'article 8bis de l'arrêté royal du 20 décembre 1963 relatif à l'emploi et au chômage sont exclues du présent décret;

12° de promouvoir la mise au travail en ateliers protégés des personnes handicapées qui, en raison de la nature ou de la gravité de leur déficience, ne peuvent provisoirement ou définitivement exercer une activité professionnelle dans les conditions habituelles de travail et ce, par l'agrément d'ateliers protégés et l'octroi de subventions pour leur création, leur aménagement, leur agrandissement et leur équipement ainsi que pour leur fonctionnement;

13° de surveiller, en liaison avec les services compétents, l'embauche des personnes handicapées effectuées en application des mesures visées à l'article 17;

14° de favoriser l'intégration des personnes handicapées dans la société et l'insertion socio-professionnelle des personnes handicapées en milieu ordinaire.

Le Collège fixe les conditions de reconnaissance des contrats de formation retenus, ainsi que le montant des indemnités à octroyer visées à l'alinéa 1^{er}, 7°, du présent article.

Art. 7. Pour la réalisation de tout ou partie des tâches énoncées à l'article 6, le Fonds peut recourir à la collaboration des institutions ou de services créés soit par des pouvoirs publics, soit par l'initiative privée, en respectant le libre choix de la personne handicapée.

Art. 8. Les subventions accordées en vertu du présent décret aux personnes handicapées sont fixées en tenant compte des avantages dont ces personnes pourraient bénéficier en application d'autres dispositions légales ou réglementaires.

Lorsque les organes du Fonds sont autorisés à prendre des décisions individuelles en matière d'aide sociale, les décisions d'octroi de subventions tiennent compte des avantages dont bénéficient les intéressés en application d'autres dispositions légales ou réglementaires.

Si le cumul des subventions accordées en application du présent décret à des institutions ou services agréés ou créés par le Fonds et de celles accordées par d'autres pouvoirs publics a pour effet de couvrir plus de 100 % du montant des charges pris en considération pour leur fixation, le montant des premières est réduit à due concurrence.

Art. 9. Le Collège détermine les règles de fonctionnement du Fonds.

Art. 10. La gestion journalière du Fonds est assurée par un fonctionnaire dirigeant qui est le fonctionnaire le plus élevé en grade de l'Administration de la Commission communautaire française et un fonctionnaire dirigeant adjoint, nommé par le Collège selon les modalités que le Collège détermine.

Le Collège détermine les délégations de compétences qui leur sont attribuées.

Le fonctionnaire dirigeant dirige le personnel du Fonds. Il représente le Fonds dans les actes judiciaires et extra-judiciaires et agit valablement au nom et pour le compte du Fonds.

Il peut en outre déléguer à un ou plusieurs membres du personnel son pouvoir de représenter l'organisme devant les juridictions du travail.

Le Collège fixe les statuts administratif et pécuniaire du fonctionnaire dirigeant adjoint.

Art. 11. Les fonctions du fonctionnaire dirigeant adjoint sont incompatibles avec la qualité de membre du Gouvernement fédéral ou d'un Gouvernement communautaire ou régional, de Secrétaire d'Etat régional et de membre du Parlement ou d'un Conseil communautaire ou régional.

Art. 12. Le Collège fixe le cadre organique du personnel du Fonds ainsi que les statuts administratif et pécuniaire de celui-ci.

Le Collège nomme, suspend et révoque les membres du personnel.

Pendant une période de six mois à partir de l'entrée en vigueur de l'arrêté fixant le cadre organique du personnel, le Collège peut, en vue d'assurer le bon fonctionnement du Fonds, pourvoir aux conditions fixées par lui, aux premières nominations aux emplois vacants, en dérogation aux modalités de recrutement applicables aux agents de cet organisme. Les droits de préférence et de priorité prévus par les lois des 3 août 1919, 27 mai 1947 et 28 mars 1968 ne peuvent être invoqués pour les premières nominations aux emplois du Fonds.

Le Fonds peut, en outre, engager du personnel sous le régime du contrat de travail selon les dispositions fixées par ou en vertu de l'article 8 de l'arrêté royal n° 56 du 16 juillet 1982 relatif au recrutement dans certains services publics, modifié par la loi du 20 février 1990.

Art. 13. Les membres du personnel transférés à la Commission communautaire française en provenance du Fonds communautaire pour l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées sont membres du personnel du Fonds.

Art. 14. Le Collège organise le régime de pension des membres du personnel du Fonds.

**CHAPITRE III. — De la mise au travail
des personnes handicapées**

Art. 15. Les personnes handicapées bénéficiaires du présent décret sont notamment mises au travail :

- 1° dans les entreprises privées;
- 2° dans les entreprises relevant du secteur de l'économie sociale;
- 3° dans les administrations publiques et dans les organismes d'intérêt public;
- 4° dans l'artisanat ou dans les professions indépendantes;
- 5° dans les ateliers protégés.

Art. 16. Le recrutement des personnes handicapées en atelier protégé peut être soumis à des conditions d'admission particulières fixées par le Collège.

Les personnes handicapées occupées dans les ateliers protégés sont engagées dans les liens d'un contrat de travail.

L'atelier protégé peut constituer des équipes protégées dans des entreprises privées ou dans des établissements publics suivant les modalités fixées par le Collège.

L'atelier peut procurer du travail à domicile aux personnes handicapées qui sont dans l'impossibilité de se déplacer.

Art. 17. Le Collège fixe le nombre de personnes handicapées qui doivent être occupées par l'administration et les organismes d'intérêt public dépendant de la Commission communautaire française.

CHAPITRE IV. — Du financement

Art. 18. Les charges résultant de l'exécution de la mission du Fonds sont couvertes par :

- 1° la dotation budgétaire prévue au budget de la Commission communautaire française;
- 2° des dons et des legs;
- 3° le produit du patrimoine et toute recette d'exploitation;
- 4° des subventions en provenance d'autorités, d'administrations, et d'organismes publics et ou internationaux;
- 5° des emprunts contractés aux conditions fixées par le Collège. Ces emprunts peuvent bénéficier de la garantie de la Commission communautaire française.

Le Collège fixe les modalités de liquidation des subventions et des intérêts de retard éventuellement dûs.

Art. 19. Le budget du Fonds est communiqué à l'Assemblée en annexe au projet de budget de la Commission communautaire française.

CHAPITRE V. — Des recours

Art. 20. Sans préjudice de la compétence des juridictions du travail, toutes décisions prises par les organes habilités à cet effet par le Collège en application de l'article 4 peuvent être revues par ces organes sur demande de la personne handicapée introduite dans le mois de la notification à elle faite de ladite décision.

Le Collège arrête les modalités de cette procédure de réexamen.

CHAPITRE VI. — De la surveillance

Art. 21. Sans préjudice de l'article 28 de la loi du 16 avril 1983 relative au reclassement social des personnes handicapées telle que modifiée par l'article 212 de la loi programme du 22 décembre 1989, les fonctionnaires du Fonds désignés par le Collège surveillent l'exécution du présent décret et de ses arrêtés d'exécution.

Ces fonctionnaires et agents, peuvent, dans l'exercice de leur mission, procéder à tous examens, contrôles et enquêtes et recueillir toute information qu'ils estiment nécessaires pour s'assurer que les dispositions du présent décret et des arrêtés d'exécution sont effectivement observées, et notamment :

- a) interroger toute personne sur tout fait dont la connaissance est utile à l'exercice de la surveillance;
- b) se faire produire sans déplacement ou rechercher tout document, pièce ou titre utile à l'accomplissement de leur mission, en prendre copie ou l'emporter contre récépissé;
- c) dresser des procès-verbaux de constatation. Une copie de ce procès-verbal doit être notifiée aux intéressés dans les quatorze jours de la constatation.

Art. 22. Toute entrave mise à l'exécution des missions des fonctionnaires susdits du service d'inspection peut entraîner pour les personnes, services et centres bénéficiaires des dispositions du présent décret, le retrait du bénéfice de ces dispositions.

CHAPITRE VII. — Des dispositions pénales

Art. 23. Sans préjudice de l'application des articles 269 et 274 du Code pénal, seront punis d'un emprisonnement de huit jours à un mois et d'une amende de 500 à 1 000 francs ou d'une de ces peines seulement, l'employeur, les préposés ou mandataires qui auront contrevenu aux dispositions des arrêtés pris en exécution du présent décret ou fait obstacle à la surveillance organisée en vertu du présent décret ou de ses arrêtés d'exécution.

CHAPITRE VIII. — Des dispositions particulières

Art. 24. Le Fonds reprend en ce qui concerne la Commission communautaire française les droits et obligations du Fonds communautaire pour l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées lors de la dissolution de celui-ci.

Art. 25. La quote-part de l'actif et du passif du Fonds communautaire pour l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées transférée à la Commission communautaire française est attribuée au Fonds.

CHAPITRE IX. — De la création d'une section « Insertion socio-professionnelle des personnes handicapées » au sein de la Commission de l'aide aux personnes du Conseil consultatif bruxellois francophone de l'Aide aux personnes et de la Santé

Art. 26. L'article 3, § 2 du règlement de la Commission communautaire française du 30 avril 1991 portant création du Conseil consultatif bruxellois francophone de l'Aide aux personnes et de la Santé est modifié comme suit :

« La Commission de l'Aide aux personnes est composée d'un bureau et de cinq sections :

- 1° la « section personnes âgées »;
- 2° la « section personnes handicapées »;

3° la « section famille et services sociaux »;

4° la « section planning familial »;

5° la « section insertion socio-professionnelle des personnes handicapées ».

Art. 27. Un paragraphe 6 rédigé comme suit, est ajouté à l'article 4 du règlement de la Commission communautaire française du 30 avril 1991 portant création d'un Conseil consultatif bruxellois francophone de l'Aide aux personnes et de la Santé, « soit d'initiative soit à la demande du bureau ou du Collège, la section « insertion socio-professionnelle des personnes handicapées » a pour mission de donner des avis sur toutes les questions qui concernent la formation, la reconversion et le recyclage professionnels des personnes handicapées, en ce compris l'aide sociale et/ou matérielle dont l'objectif vise l'intégration de la personne handicapée ».

Le Collège sollicite l'avis de la section sur toute question relative aux missions dévolues au Fonds bruxellois francophone pour l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées.

Le Collège motive spécialement sa décision lorsqu'il s'écarte de l'avis de la section « insertion socio-professionnelle des personnes handicapées ».

Le Collège fixe la composition et les modalités de fonctionnement de cette section.

Art. 28. L'article 4, § 3, du règlement de la Commission communautaire française du 30 avril 1991 portant création d'un Conseil consultatif bruxellois francophone de l'Aide aux personnes et de la Santé, est modifié comme suit : « soit d'initiative, soit à la demande du bureau ou du Collège, la section « personnes handicapées » a pour mission de donner des avis sur toutes les questions qui concernent les personnes handicapées et notamment lorsqu'une norme prescrit l'obtention de l'avis d'un organe consultatif pour un service qui, situé sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale et en raison de son organisation, doit être considéré comme appartenant exclusivement à la Communauté française, à l'exclusion des questions expressément dévolues à la section « insertion socio-professionnelle des personnes handicapées » par l'article 27.

CHAPITRE X. — Dispositions transitoires et entrée en vigueur

Art. 29. Les demandes introduites avant la date d'entrée en vigueur du présent décret, en vue de pouvoir bénéficier des dispositions du décret de la Communauté française du 3 juillet 1991 relatif à l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées, restent valables.

Les décisions motivées du Fonds communautaire pour l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées fixant le processus de réadaptation et de reclassement social pris avant la date d'entrée en vigueur du présent décret, restent en vigueur jusqu'à l'expiration du délai prévu dans chaque décision.

Art. 30. A titre transitoire, les arrêtés d'exécution et les décisions réglementaires adoptés en vertu du décret de la Communauté française du 3 juillet 1991 relatif à l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées restent en vigueur jusqu'au moment où ils seront abrogés par le Collège.

Art. 31. Le Collège fixe la date d'entrée en vigueur du présent décret.

Bruxelles, le 17 mars 1994.

Président du Collège chargé de la Promotion sociale,
de l'Aide aux personnes et de la Reconversion et du Recyclage professionnels,
Ch. PICQUE

Membre du Collège chargé de la Politique culturelle,
D. GOSUIN

Membre du Collège chargé du Tourisme, du Transport scolaire,
de la Politique de la Santé et des Relations internationales,
J.-L. THYS

Membre du Collège chargé du Budget et de la Fonction publique,
R. HOTYAT

Membre du Collège chargé de l'Education physique, des Sports et de la Vie en plein air,
de la Politique de la Jeunesse, de l'Education permanente et des Foyers culturels,
D. VAN EYLL

VERTALING

FRANSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE
VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 94 — 947

[C — 31132]

**17 MAART 1994. — Decreet van de Franse Gemeenschapscommissie
betreffende de sociale integratie van de gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces**

Het College van de Franse Gemeenschapscommissie,

Gelet op artikelen 138 en 178 van de Grondwet;

Gelet op de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen, gewijzigd bij de bijzondere wet van 16 juli 1993 tot vervollediging van de federale staatsstructuur;

Gelet op het decreet (II) van de Franse Gemeenschap van 19 juli 1993 tot toekenning van de uitoefening van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap aan het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie, inzonderheid op artikel 3, 7°;

Gelet op het decreet (II) van het Waals Gewest van 22 juli 1993 tot toekenning van de uitoefening van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap aan het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie, inzonderheid op artikel 3, 7°;

Gelet op het decreet (III) van de Franse Gemeenschapscommissie van 22 juli 1993 tot toekenning van de uitoefening van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap aan het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie, inzonderheid op artikel 3, 7°;

Gelet op het onderhandelingsprotocol van het bijzonder syndicaal onderhandelingscomité van 20 december 1993;

Gelet op de verordening van de Franse Gemeenschapscommissie van 30 april 1991 houdende oprichting van een Brusselse Franstalige Adviesraad voor Bijstand aan Personen en Gezondheidszorg;

Gelet op het advies van de Brusselse Franstalige Adviesraad voor Bijstand aan Personen en Gezondheidszorg;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van het lid van het College belast met Bijstand aan personen,

Besluit :

Het lid van het College bevoegd voor Bijstand aan personen wordt namens het College van de Franse Gemeenschapscommissie dat erover heeft beraadslaagd, belast met het indienen bij de Raad van de Franse Gemeenschapscommissie van het ontwerp van decreet waarvan de inhoud hierna volgt:

Artikel 1. Dit decreet regelt een aangelegenheid bedoeld in de artikelen 115, 116, 121, 127, 128, 129, 131, 132, 135, 137, 141 en 175 van de Grondwet, krachtens de artikelen 138 en 178 van de Grondwet.

HOOFDSTUK I. — *De gerechtigden*

Art. 2. Dit decreet is van toepassing op de gehandicapten die de volle leeftijd van 65 jaar nog niet hebben bereikt op het ogenblik van de indiening van de aanvraag om in aanmerking te komen voor de door dit decreet voorziene voordelen.

Art. 3. Als gehandicapt wordt beschouwd iedere persoon wiens mogelijkheden van sociale integratie en van integratie in de het arbeidsproces merkelijk beperkt zijn wegens een ontoereikendheid of een vermindering van de lichamelijke of geestelijke geschiktheid.

De in aanmerking te nemen graad van handicap wordt vastgesteld op basis van een multidisciplinaire evaluatie.

Deze evaluatie kan steunen op de gegevens uit multidisciplinaire onderzoeken die reeds werden verzameld om in aanmerking te komen voor andere nationale of communautaire bepalingen ten bate van de gehandicapten.

De vastgestelde graad van handicap kan het voorwerp uitmaken van een nieuwe evaluatie.

Art. 4. Het College bepaalt de organen van het Fonds bedoeld bij artikel 5 die bevoegd zijn om uitspraak te doen over de aanvraag bedoeld bij artikel 2 van dit decreet alsook de procedure en de modaliteiten voor de indiening en het onderzoek van deze aanvraag.

Het kan de criteria en de nadere regels voor de multidisciplinaire evaluatie bepalen.

HOOFDSTUK II. — *Het Franstalig Brussels Fonds voor de sociale integratie van de gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces*

Art. 5. Er wordt, onder de benaming « Franstalig Brussels Fonds voor de sociale integratie van de gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces », een instelling van openbaar nut opgericht, hierna « het Fonds » genoemd.

Het Fonds heeft rechtspersoonlijkheid.

Het Fonds wordt ingedeeld bij de instellingen van categorie B in de zin van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut.

De vermelding van de benaming van het Fonds wordt op zijn plaats in de alfabetische rangorde toegevoegd aan de lijst van de in artikel 1, A, van voornoemde wet opgesomde instellingen.

Art. 6. Het Fonds wordt belast met de volgende opdrachten :

1° erover waken dat een globaal proces voor de sociale integratie van de gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces wordt ingesteld en ervoor zorgen dat hun nabestaanden of, bij hun ontstentenis, de instellingen en diensten voor gehandicaptenzorg hen kunnen bijstaan in de uitvoering van genoemd proces;

2° zorgen voor de bevordering van de voorlichting van de gehandicapten, inzonderheid door het verzamelen en het verspreiden van alle documentatie die daartoe nuttig is;

3° centra of diensten voor functionele revalidatie erkennen, voor zover het over buiten-ziekenhuiscentra gaat of over centra waarvan het beheer onderscheiden is van dat van een verpleeginstelling en toelagen verlenen voor hun oprichting, hun inrichting, hun uitbreiding, hun uitrusting alsook voor hun werking;

4° de gehandicapten, hun nabestaanden of de instellingen en diensten die zorg dragen voor de gehandicapten, advies geven voor hun integratie in het onderwijs, voor hun beroepsopleiding, omscholing en herscholing en erop toezien dat de gehandicapten die hierbij betrokken zijn zo nodig aanspraak kunnen maken op een gespecialiseerde beroepsoriëntering;

5° de beroepsoriëntering, de opleiding, omscholing en herscholing van de gehandicapten in samenwerking met het Franstalig Brussels Instituut voor Beroepsopleiding en de BGDA bevorderen :

a) ofwel door de erkenning van diensten voor gespecialiseerde beroepsoriëntering en door de toekenning van toelagen voor hun oprichting, hun uitbreiding, hun inrichting, hun uitrusting alsook voor hun werking;

ofwel door dergelijke diensten op te richten en te beheren;

b) ofwel door de erkenning van centra voor beroepsopleiding of omscholing voor gehandicapten en door de toekenning van toelagen voor hun oprichting, hun uitbreiding, hun inrichting en hun uitrusting, alsook voor hun werking;

ofwel door dergelijke centra op te richten en te beheren in samenwerking met het Franstalig Brussels Instituut voor Beroepsopleiding;

6° de gehandicapten integreren in de best aangepaste structuren voor beroepsopleiding, omscholing of herscholing;

7° tijdens de hele duur van hun opleiding tegemoetkomingen toekennen aan de gehandicapten die aan de leerplicht hebben voldaan;

8° geheel of gedeeltelijk, rekening houdende met de krachtens andere wettelijke of reglementaire bepalingen toegekende tussenkomsten, de lasten dragen die voor de gehandicapten voortvloeien uit de verplaatsing naar of het verblijf op de plaats van hun beroepsopleiding, omscholing of herscholing en eventueel naar de plaats van hun schoolopvoeding, wanneer zij het gewoon onderwijs volgen;

9° aan de gehandicapten alle nodige hulp verlenen vóór, tijdens en na de beroepsopleiding, omscholing of herscholing;

10° de tewerkstelling van de gehandicapten bevorderen dank zij een passende arbeid, overeenkomstig de bepalingen van hoofdstuk III van dit decreet en zorgen voor de begeleiding ervan;

11° tegemoetkomingen toestaan aan de werkgevers die gehandicapten tewerkstellen die gerechtigd zijn om aanspraak te kunnen maken op de voordelen van dit decreet; de vergoedingen die betaald worden bij toepassing van artikel 81bis van het koninklijk besluit van 20 december 1983 betreffende de arbeidsvoorziening en de werkloosheid zijn uitgesloten van het toepassingsgebied van dit decreet;

12° de tewerkstelling in een beschutte werkplaats van de gehandicapten bevorderen die wegens de aard of de ernstigheid van hun handicap, onder de gewone arbeidsvoorwaarden, voorlopig of definitief geen beroepsactiviteit kunnen uitoefenen en dit door de erkenning van beschutte werkplaatsen en de toekenning van toelagen voor hun oprichting, hun inrichting, hun uitbreiding en hun uitrusting alsook voor hun werking;

13° in samenwerking met de bevoegde ministeriële diensten toezicht houden op de aanwerving van gehandicapten, geschied bij toepassing van de in artikel 17 bedoelde maatregelen;

14° de integratie van de gehandicapten in de samenleving en de socioprofessionele inschakeling van de gehandicapten in het gewone milieu bevorderen.

Het College bepaalt de voorwaarden voor de erkenning van de in aanmerking genomen opleidingsovereenkomsten alsook het bedrag van de toe te kennen tegemoetkomingen, bedoeld bij lid 1, 7°, van dit artikel.

Art. 7. Voor de gehele of gedeeltelijke uitvoering van de in artikel 6 bedoelde opdrachten, kan het Fonds een beroep doen op de medewerking van instellingen of diensten, opgericht ofwel door de openbare besturen, ofwel op privaot initiatief, rekening houdend met de vrije keuze van de gehandicapte.

Art. 8. De toelagen toegekend aan de gehandicapten krachtens dit decreet worden vastgesteld rekening houdend met de voordelen waarop deze personen zouden aanspraak kunnen maken bij toepassing van andere wettelijke of reglementaire bepalingen.

Wanneer de organen van het Fonds ertoe gemachtigd zijn individuele beslissingen te nemen inzake maatschappelijk welzijn, wordt er bij het nemen van de beslissingen tot verlening van toelagen rekening gehouden met de voordelen waartoe de betrokkenen gerechtigd zijn bij toepassing van andere wettelijk of reglementaire bepalingen.

Indien de cumulatie van toelagen toegekend bij toepassing van dit decreet, aan instellingen of diensten, erkend of opgericht door het Fonds met de toelagen, toegekend door andere openbare diensten, als gevolg heeft dat meer dan 100 pct. van het bedrag van de lasten worden gedekt die voor hun vaststelling in aanmerking worden genomen, dan wordt het bedrag van de eerstgenoemde toelagen verlaagd tot het passende beloop.

Art. 9. Het College bepaalt de regels voor de werking van het Fonds.

Art. 10. Het dagelijks beheer van het Fonds wordt verzekerd door een leidend ambtenaar, die de ambtenaar met de hoogste graad is bij de Administratie van de Franse Gemeenschapscommissie en door een adjunct leidend ambtenaar, benoemd door het College onder de voorwaarden bepaald door het College.

Het College bepaalt de delegaties van bevoegdheden die hen worden toevertrouwd.

De leidend ambtenaar leidt het personeel van het Fonds. Hij vertegenwoordigt het Fonds in de gerechtelijke en buitengerechtelijke handelingen en treedt geldig op in naam en voor rekening van het Fonds.

Hij kan bovendien zijn bevoegdheid om de instelling te vertegenwoordigen voor de arbeidsrechtbanken aan één of meer leden van het personeel overdragen.

Het College bepaalt het administratief en geldelijk statuut van de adjunct-leidend ambtenaar.

Art. 11. De functie van Leidend Ambtenaar is onverenigbaar met de hoedanigheid van Lid van de Federale Regering of van een Gemeenschaps- of Gewestregering, van gewestelijk Staatssecretaris of van Parlementslid of Lid van een Gemeenschaps- of Gewestraad.

Art. 12. Het College stelt de organieke personeelsformatie van het Fonds vast, alsook het administratief en geldelijk statuut van zijn personeel.

Het College staat in voor de benoeming, de schorsing en de afzetting van de personeelsleden.

In afwijking op de wijze van aanwerving die op de ambtenaren van deze instelling van toepassing is, mag het College gedurende een periode van zes maanden, ingaand op de dag van inwerkingtreding van het besluit tot vaststelling van de organieke personeelsformatie, met het oog op de goede werking van het Fonds voorzien in de eerste benoemingen in de vacante betrekkingen, onder de voorwaarden die het zelf vaststelt. De voorkeur- en voorrangrechten vermeld in de wetten van 3 augustus 1919, 27 mei 1947 en 26 maart 1968 mogen niet ingeroepen worden voor de eerste benoemingen bij het Fonds.

Het Fonds mag personeel aanwerven binnen het stelsel van arbeidscontracten volgens de bepalingen gesteld door of krachtens artikel 8 van het koninklijk besluit nr. 56 van 16 juli 1982 betreffende de aanwerving in bepaalde openbare diensten, gewijzigd bij wet van 20 februari 1990.

Art. 13. De personeelsleden afkomstig van het Frans Gemeenschapsfonds voor de Sociale Integratie van de Gehandicapten en hun Inschakeling in het Arbeidsproces die worden overgeheveld naar de Franse Gemeenschapscommissie zijn lid van het personeel van het Fonds.

Art. 14. Het College regelt het pensioenstelsel van de personeelsleden van het Fonds.

HOOFDSTUK III. — De tewerkstelling van de gehandicapten

Art. 15. De gehandicapten die aanspraak kunnen maken op het genot van dit decreet worden inzonderheid tewerkgesteld :

- 1° in de particuliere ondernemingen;
- 2° in ondernemingen uit de sector sociale economie;
- 3° in de openbare besturen en in de instellingen van openbaar nut;
- 4° in het ambachtswezen of in de zelfstandige beroepen;
- 5° in de beschutte werkplaatsen.

Art. 16. De aanwerving van gehandicapten in een beschutte werkplaats kan onderworpen worden aan bijzondere wervingsvoorwaarden, die door het College worden bepaald.

De gehandicapten, die tewerkgesteld zijn in de beschutte werkplaatsen, worden aangeworven krachtens een arbeidsovereenkomst.

De beschutte werkplaats kan beschermde ploegen vormen in de particuliere ondernemingen of in de openbare instellingen, volgens de door het College bepaalde modaliteiten.

De werkplaats kan aan de gehandicapten die in de onmogelijkheid verkeren zich te verplaatsen, huisarbeid verschaffen.

Art. 17. Het College bepaalt het aantal gehandicapten die moeten tewerkgesteld worden door openbare besturen en instellingen van openbaar nut afhankelijk van de Franse Gemeenschapscommissie.

HOOFDSTUK IV. — *De financiering*

Art. 18. De lasten die voortvloeien uit de vervulling van de opdracht van het Fonds worden gedekt door :

- 1° de budgettaire dotatie uitgetrokken op de begroting van de Franse Gemeenschapscommissie;
- 2° schenkingen en legaties;
- 3° de opbrengst van het patrimonium en alle exploitatie-inkomsten;
- 4° toelagen van overheids machten, openbare besturen en openbare en/of internationale instellingen;
- 5° leningen aangegaan onder de door het College bepaalde voorwaarden. Deze leningen mogen onder de waarborg van de Franse Gemeenschapscommissie staan.

Het College stelt de uitbetalingswijze vast voor de subsidies en de eventueel verschuldigde verwijlinteressen.

Art. 19. De begroting van het Fonds wordt aan de Raad voorgelegd als bijlage bij de ontwerp-begroting van de Franse Gemeenschapscommissie.

HOOFDSTUK V. — *De betwistingen*

Art. 20. Onverminderd de bevoegdheden van de arbeidsrechtbanken kan iedere beslissing die genomen wordt door de organen die daartoe door het College gemachtigd zijn bij toepassing van artikel 4 door deze organen herzien worden op verzoek van de gehandicapte, ingediend binnen de maand van kennisgeving van genoemde beslissing aan de gehandicapte.

Het College bepaalt de modaliteiten van deze herzieningsprocedure.

HOOFDSTUK VI. — *Het toezicht*

Art. 21. 1° Onverminderd artikel 28 van de wet van 16 april 1963 betreffende de sociale reclasserings van de minder-validen, zoals gewijzigd bij artikel 202 van de programmawet van 22 december 1989, houden de door het College aangewezen ambtenaren van het Fonds toezicht op de uitvoering van dit decreet en de uitvoeringsbesluiten ervan.

Deze ambtenaren en bevoegde personeelsleden mogen bij de uitvoering van hun opdracht elk onderzoek, elke controle en enquête instellen en alle inlichtingen inwinnen die zij nodig achten om zich ervan te vergewissen dat de bepalingen van dit decreet en van de uitvoeringsbesluiten werkelijk worden nageleefd en inzonderheid :

- a) iedere persoon ondervragen over elk feit waarvan het nuttig is het te kennen voor de uitoefening van het toezicht;
- b) zich zonder verplaatsing elk document, stuk of titel, nuttig voor de vervulling van hun opdracht, laten voorleggen of opzoeken, er afschrift van nemen of ze meenemen tegen ontvangstbewijs.
- c) processen-verbaal van vaststelling opmaken. Een afschrift van dit proces-verbaal moet aan de betrokkenen binnen veertien dagen na de vaststelling worden betekend.

Art. 22. Elke verhindering van de uitvoering van de opdrachten van hogervermelde ambtenaren van de inspectiedienst kan voor de personen, diensten en centra, die in aanmerking komen voor het genot van de voordelen van de bepalingen van dit decreet, de intrekking van het genot van de voordelen van deze bepalingen tot gevolg hebben.

HOOFDSTUK VII. — *De strafbepalingen*

Art. 23. Onverminderd de toepassing van de artikelen 269 tot 274 van het Strafwetboek, worden gestraft met gevangenisstraf van acht dagen tot één maand en met een geldboete van 500 tot 1 000 frank of met één van die straffen alleen, de werkgever, zijn aangestelden of lasthebbers die de bepalingen van de besluiten genomen ter uitvoering van dit decreet hebben overtreden of die het krachtens dit decreet of zijn uitvoeringsbesluiten georganiseerd toezicht hebben verhinderd.

HOOFDSTUK VIII. — *Bijzondere bepalingen*

Art. 24. Het Fonds neemt voor wat de Franse Gemeenschapscommissie betreft, de rechten en plichten van het Frans Gemeenschapsfonds voor de Sociale Integratie van de Gehandicapten en hun Inschakeling in het Arbeidsproces over bij de ontbinding van dit Fonds.

Art. 25. Het aandeel in het actief en passief van het Frans Gemeenschapsfonds voor de Sociale Integratie van de Gehandicapten en hun Inschakeling in het Arbeidsproces wordt aan het Fonds toegewezen.

HOOFDSTUK IX. — *Oprichting van een afdeling « socio-professionele inschakeling van gehandicapten » bij de commissie bijstand aan personen van de Brusselse Franstalige Adviesraad voor Bijstand aan Personen en voor Gezondheidszorg*

Art. 26. Art. 3, § 2, van de verordening van de Franse Gemeenschapscommissie van 30 april 1991 houdende oprichting van de Brusselse Franstalige Adviesraad voor Bijstand aan Personen en voor Gezondheidszorg wordt als volgt gewijzigd :

« De Commissie Bijstand aan Personen is samengesteld uit een Bureau en uit vijf afdelingen :

- 1° de afdeling « Bejaarden »;
- 2° de afdeling « Gehandicapten »;
- 3° de afdeling « Gezin en sociale diensten »;
- 4° de afdeling « Gezinsplanning »;
- 5° de afdeling « Socio-professionele inschakeling van gehandicapten ».

Art. 27. In artikel 4 van de verordening van de Franse Gemeenschapscommissie van 30 april 1991 houdende oprichting van de Brusselse Franstalige Adviesraad voor Hulp aan personen en Gezondheid wordt een paragraaf 6 toegevoegd, luidend als volgt : « De afdeling « Socio-professionele inschakeling van gehandicapten » heeft als taak, hetzij uit eigen beweging, hetzij op verzoek van het Bureau of het College advies te geven over alle problemen die betrekking hebben op vorming, omscholing en beroepsherscholing van gehandicapten, met inbegrip van sociale en/of materiële ondersteuning gericht op de integratie van de gehandicapte ».

Het College vraagt het advies van de Afdeling over elk onderwerp dat betrekking heeft op de opdrachten toegewezen aan het Franstalig Brussels Fonds voor de sociale integratie van de gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces.

Het College verantwoordt uitdrukkelijk de beslissingen die afwijken van het door de afdeling « socio-professionele inschakeling van gehandicapten » gegeven advies.

Het College regelt de samenstelling en de werking van deze afdeling.

Art. 28. Artikel 4, § 3 van de verordening van de Franse Gemeenschapscommissie houdende oprichting van de Brusselse Franstalige Adviesraad voor Hulp aan personen en Gezondheid, wordt als volgt gewijzigd : « De « afdeling gehandicapten » heeft als taak, hetzij uit eigen beweging, hetzij op verzoek van het bureau of het College, advies te geven over alle problemen die betrekking hebben op gehandicapten en in het bijzonder wanneer een norm voorschrijft dat het advies van een adviesorgaan moet worden ingewonnen voor een dienst, die op het grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest gelegen is, en wegens zijn organisatie beschouwd moet worden als een dienst die uitsluitend onder de Franse Gemeenschap valt, met uitzondering van de problemen die uitsluitend toekomen aan de afdeling « socio-professionele inschakeling van gehandicapten » zoals bepaald in artikel 27.

HOOFDSTUK X. — *Overgangsbepalingen en inwerkingtreding*

Art. 29. De aanvragen die werden ingediend vóór de datum van de inwerkingtreding van dit decreet om in aanmerking te komen voor het genot van de voordelen van de bepalingen van het decreet van de Franse Gemeenschap van 3 juli 1991 betreffende de sociale integratie van de gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces blijven geldig.

De met redenen omklede beslissingen van het Gemeenschapsfonds voor de sociale integratie van gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces waarbij de procedure van de heraanpassing en de sociale reclasering werd bepaald en die vóór de datum waarop dit decreet in werking treedt werden genomen, blijven van kracht tot wanneer de termijn bepaald voor elke beslissing verstreken is.

Art. 30. De uitvoeringsbesluiten en de reglementaire beslissingen, genomen krachtens het decreet van de Franse Gemeenschap van 3 juli 1991 betreffende de sociale integratie van de gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces, blijven evenwel, bij wijze van overgangsmaatregel, van kracht tot wanneer zij door het College worden opgeheven.

Art. 31. Het College bepaalt de datum van inwerkingtreding van dit decreet.

Brussel, 17 maart 1994.

Voorzitter van het College, belast met Sociale Promotie,
Bijstand aan Personen en Beroepsomscholing en -bijscholing,
Ch. PICQUE

Lid van het College, belast met Cultuurbeleid,
D. GOSUIN

Lid van het College, belast met Toerisme, Schoolvervoer,
Gezondheidsbeleid en Internationale betrekkingen,
J.-L. THYS

Lid van het College, belast met Begroting en het Openbaar Ambt,
R. HOTYAT

Lid van het College, belast met Lichamelijke Opvoeding, Sport en Openluchtlevens,
Jongerenbeleid, Voortdurende Vorming en Culturele Centra,
D. VAN EYLL

F. 94 — 948

[C — 31133]

17 MARS 1994. — Décret de la Commission communautaire française portant création de l'Institut bruxellois francophone pour la Formation professionnelle

Le Collège de la Commission communautaire française,

Vu les articles 138 et 178 de la Constitution;

Vu la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises, modifiée par la loi spéciale du 18 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'Etat;

Vu le décret (II) de la Communauté française du 19 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française, notamment l'article 3, 4°;

Vu le décret (II) de la Région wallonne du 22 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française, notamment l'article 3, 4°;

Vu le décret (III) de la Commission communautaire française du 22 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française, notamment l'article 3, 4°;

Vu le protocole de négociation du Comité particulier de négociation syndicale du 18 janvier 1994;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;